

# Modernisation du Registre de Commerce et lancement de la plateforme eRC

15 Mars 2012 – Casablanca

Revue de presse

## Registre du commerce

# Toute la chaîne informatisée

• **Une convention sera signée jeudi 15 mars**

• **Projet-pilote dans la juridiction de Casablanca**

• **Segma, une structure à lancer d'ici fin 2014**

LA nouvelle vie du registre du commerce sera... totalement numérique! Pour la baptiser, une convention sera signée, jeudi 15 mars, à la Cour d'appel de Casablanca, entre les ministères de la Justice et des Libertés, celui de l'Industrie et du Commerce et l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (Ompic).

Un premier pas pour passer des vieux registres en papier froissé aux déclarations en ligne liées à la vie juridique d'une entreprise: immatriculation, modifications (forme sociale, dénominations, statuts...) ou radiation. Ces déclarations se font dans les juridictions de commerce qui tiennent le registre

du commerce local. Tandis que le RC central, consultable en ligne, est géré par l'Ompic. Celui-ci regroupe le RC proprement dit, le certificat négatif et la création d'entreprises.

Les enregistrements dans le RC se font dans une première étape sur papier avant d'être transférés, mensuellement en principe, pour être saisis et numérisés par l'Office de la propriété industrielle... Cette procédure, qui coûte du temps et de l'argent, sera délaissée au profit d'une déclaration en temps réel. Les informations saisies en ligne au sein des tribunaux de commerce le seront automatiquement à l'Office. Celui-ci entame comme prévu une des actions de son contrat-objectifs «Horizon 2015».

Le projet-pilote sera lancé à Casablanca qui concentre 35% de créations d'entreprises, puis généralisé sur tout le territoire.

L'avant-projet de la réforme de la justice (2012-2016) du nouveau ministre, Mustapha Ramid, intègre justement la refonte du registre du commerce (L'Economiste du 24 février 2012). D'ici fin 2014, Segma, une structure indépendante, sera officiellement

créée. Celle-ci s'occupe déjà, selon nos sources, du traitement numérique des données pour le compte de l'Ompic.

Ce grand chantier relève des 174 projets dédiés à la réforme de la justice. Tout en misant sur une modernisation via un recours accru à l'informatisation, le ministère de la Justice élaborera

cret 2.96.906 qui le régit et datant du 18 janvier 1997. Le tout pour une amélioration du climat des affaires. Un chantier dont hérite le gouvernement Benkirane. Car l'informatisation du registre du commerce relève «des services orientés usagers» de Maroc Numeric (2009-2013). Ce plan a été initié par l'ex-ministre du Commerce, de l'Industrie et des Nouvelles technologies, le socialiste Ahmed Réda Chami. Avec 5,2 milliards de budget, dédiés à la «société d'information et l'économie numérique», l'Etat mise sur l'efficience administrative au bénéfice des citoyens et des entreprises: déclaration TVA, état civil... Ce sont là les «must have» du e-gov: 89 projets et services devraient être opérationnels d'ici fin 2013.

La certification électronique est l'une des clés de voûte de la confiance numérique.

Le tiers de confiance, Barid Al Maghrib, atteste de l'authenticité des documents transmis par voie électronique. La Cour de cassation prévoit d'ailleurs de se lancer aussi dans la notification de ses décisions via internet. Une révolution judiciaire! □

Faiçal FAQUIHI

### Création d'entreprises (%)

	2010	2009	2008
SARL	59	59	63
SARLAU	39	38	34
SA	1	1	1
Autres	2	2	2
Total	100	100	100

Source: Ompic

*Le registre du commerce contient plus de 300.000 immatriculations d'entreprises... La SARL est plébiscitée par le monde des affaires. Par branche d'activité, c'est le commerce, les services, BTP et immobiliers qui sont en tête*

d'ici fin 2012 un projet de loi modifiant et complétant le chapitre «Registre du commerce» du code de commerce. Cet élan réformateur touchera aussi le dé-



# Un portail pour les registres de commerce

**TRIBUNAUX DE COMMERCE** Le projet du registre de commerce en ligne, un des chantiers de Maroc Numeric 2013 vient de franchir une nouvelle étape.

C'est en grande pompe que le lancement officiel du portail [www.erc.ma](http://www.erc.ma) a été annoncé, jeudi dernier, au tribunal de commerce de Casablanca. Lancée en partenariat entre le ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles technologies, le ministère de la Justice et des Libertés et l'OMPIC, qui ont signé une convention dans ce sens, la plate-forme a pour objectif d'améliorer les processus de communication et d'échange de données entre les registres locaux de commerce -tenus par les tribunaux- et le registre central de commerce -tenu par l'OMPIC.

Selon un cadre de l'OMPIC, « les données disponibles sur le site de l'Office ne sont pas mises en ligne en temps réel. En effet, des copies des registres tenus par les tribunaux sont acheminées physiquement au niveau de l'Office. Une fois arrivées, on procède à leur scannage et à la saisie des données pour pouvoir les mettre en ligne ». Cette



Al Hassan Gacem, 1<sup>er</sup> président de la Cour d'appel de commerce de Casablanca et président du comité de coordination du registre du commerce, mustapha Ramid, ministre de la Justice, Abdelkader Amara, ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles technologies et Adil El Maliki, directeur général de l'OMPIC.

démarche pouvait prendre jusqu'à six mois. D'ailleurs, selon l'article 34 du code de commerce, aucun délai n'est fixé pour la saisie au niveau du registre central et stipule que « le registre central doit transcrire

sans délai les mentions qui lui sont transmises par le secrétaire-greffier, avec une référence au registre du commerce local ». De même, l'OMPIC ne dispose des données que de manière mensuelle car d'après l'article

28 du même code, la transmission se fait « dans la première semaine de chaque mois ».

Le nouveau site est donc, avant-tout, une plateforme mise à la disposition des deux parties pour faciliter le travail,

avant qu'elle ne devienne un outil pour les entrepreneurs.

## Casablanca, centre-pilote

Ainsi, le secrétariat-greffier du tribunal de commerce de Casablanca, choisi comme centre pilote de ce projet, saisira dorénavant les données du registre du commerce sur la plate-forme. Il permettra ainsi leur acheminement virtuel vers l'OMPIC pour les mettre à disposition des entrepreneurs ou des chercheurs en temps réel et ce, dès l'accomplissement des formalités de dépôt des actes et des déclarations de création et de modification au niveau des greffes. Ce projet, qui devrait être généralisé aux autres tribunaux de commerce du royaume avant la fin de l'année et aux tribunaux de première instance à partir de 2013, s'inscrit dans le cadre du projet du registre de commerce en ligne, lui-même faissant partie du Maroc Numérique 2013. ♦

**SARA BAR-RHOUT**



## ■ Le registre du commerce se modernise

Une convention de partenariat pour la modernisation du registre de commerce a été signée, jeudi 15 mars, par le ministère de la justice et des libertés, celui du commerce de l'industrie et des nouvelles technologies et l'Office marocain de la protection industrielle et commerciale (OMPIC). Accessible à travers le site internet [www.erc.ma](http://www.erc.ma), la plateforme eRC offre au public un accès aux informations actualisées et en temps réel sur 316 525 entreprises et commerçants.



## Le Registre du commerce se modernise

Le Registre du commerce se modernise et troque sa version papier contre un support plus performant. Jeudi 15 mars marque ainsi une nouvelle étape dans l'histoire des formalités commerciales. Une convention de partenariat et de coopération a été ratifiée, dans ce sens, entre Mustapha Ramid, ministre de la justice et des libertés, Abdelkader Aâmara, ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies et Adil El Malki, directeur général de l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC). De ce partenariat découle la plateforme «eRc». Inscrite dans le cadre du Plan Maroc Numerique 2013, cette plate-forme

facilite l'accès aux informations actualisées et en temps réel sur les entreprises. Ceci est possible grâce à un système d'échange de données entre le Registre central du commerce tenu par l'OMPIC et le registre local du commerce de Casablanca. La plate-forme fournit par ailleurs les données à travers trois services: «l'espace recherche», la «fiche entreprise», ainsi que le service «événements juridiques». Notons que les informations consultables à travers ces nouveaux services concernent les entreprises inscrites au Tribunal de commerce de Casablanca, dans l'attente d'étendre le projet à l'ensemble des régions du Royaume.



# Le Registre du commerce se met aux TI

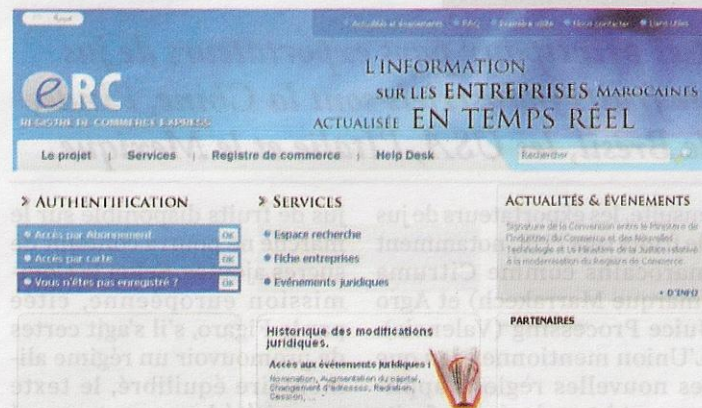
**TECHNOLOGIE** L'Etat veut moderniser les déclarations du Registre du commerce. La plateforme eRC vient de voir le jour, en droite ligne avec le plan Maroc Numeric 2013.

Déclaration et consultation des registres de commerce seront désormais possible sur Internet. Une convention signée entre trois départements le 15 mars dernier les a rendues possibles. Il s'agit du lancement de la plateforme « eRC » qui entre dans le cadre du plan Maroc Numeric 2013. Pour officialiser ce lancement, une convention a été signée, jeudi 15 mars, au tribunal de commerce de Casablanca. La convention a été paraphée par Mustapha Ramid, ministre de la Justice et des Libertés, Abdelkader Amara, ministre de l'Industrie, du commerce, des nouvelles technologies et du commerce extérieur et Adil el Maliki, directeur général de l'Office marocain de la propriété industrielle et com-

merciale (Ompic). Il s'agit de l'informatisation de plus d'un million d'immatriculations de registres de commerce (300.000 personnes morales et 750.000 personnes physiques) qui seront désormais consultables sur Internet. Et si le ministère de la Justice est présent dans ce partenariat, c'est pour une bonne raison. Le département vient de boucler l'avant-projet de sa réforme (2012-2016), dont une partie concerne la refonte du Registre du commerce. D'ailleurs, selon de premiers éléments du projet de réforme de la Justice, présenté par Mustapha Ramid, il est prévu une structure indépendante sous forme de Segma.

La nouvelle plateforme de l'Ompic, elle, offre déjà au public un accès aux infor-

mations actualisées en temps réel sur les entreprises, grâce au nouveau système d'échange de données entre le Registre central du commerce tenu par l'OMPIC et le registre local du commerce de Casablanca. Autrement dit, les informations saisies en ligne au sein des tribunaux de commerce le seront automatiquement à l'Office. Accessible sur [www.erc.ma](http://www.erc.ma), la nouvelle plateforme fournit des données à travers trois services en ligne. Le premier service permet un accès gratuit aux nouvelles créations des entreprises immatriculées au registre du commerce de Casablanca. Le deuxième donne accès à l'information légale (numéro de RC, dénomination, date d'immatriculation, ...) sur ces entreprises. Le dernier service concerne



Page d'accueil du site.

les « événements juridiques » et donne accès à l'historique des modifications juridiques des entreprises dès leur enregistrement. Les informations consultables à travers ces nouveaux services, concernent dans un premier temps les

entreprises inscrites au tribunal de commerce de Casablanca (qui concentre 35% des créations d'entreprises). Le projet sera étendu dans une deuxième phase à l'ensemble des régions du pays. +

Y.B

## Registre de commerce : Une nouvelle plateforme pour des informations en temps réel

Une nouvelle convention a été signée pour le lancement de cette plateforme.

La modernisation du registre de commerce entre dans le cadre du plan Maroc Numéric 2013.

L'expérience débutera à Casablanca avant de s'étendre à l'ensemble des régions du Maroc.

Le Registre de commerce va connaître un nouveau souffle. Dans ce sillage, une convention a été signée récemment entre les ministères de la Justice et des Libertés, celui de l'Industrie et du Commerce et l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC). Cette coopération a donné naissance à la plateforme «eRC» qui a pour objectif d'améliorer les processus de communication et d'échange de données entre les registres locaux de commerce -tenus par les tribunaux- et le registre central de commerce -tenu par l'OMPIC- L'attrait de cette nouvelle plateforme étant que les données saisies soient mises en ligne en temps réel. En effet, «le public pourra désormais avoir accès aux informations actualisées en temps réel sur les entreprises grâce au nouveau système d'échange de données entre le registre central du commerce tenu par l'OMPIC et le registre local du commerce de Casablanca», affirme Mustapha Ramid, ministre de la Justice et des Libertés. Ainsi, le secrétariat-greffier du tribunal de commerce de Casablanca, choisi comme centre pilote de ce projet, saisira dorénavant les données du registre de commerce sur la plate-forme. Il permettra ainsi leur acheminement virtuel vers l'OMPIC pour les mettre à la disposition des entrepreneurs ou des chercheurs en temps réel, et ce dès l'accomplissement des formalités de dépôt des actes et des déclarations de création et de modification au niveau des greffes. Pour le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies, Abdelkader Aamara, «cette convention s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale visant à moderniser et à simplifier les procédures en matière de transactions commerciales et à promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies dans ce domaine». À titre d'information, ce projet entre dans le cadre du plan Maroc Numéric 2013.

Accessible sur [www.erc.ma](http://www.erc.ma), le portail fournit des données à travers 3 services en ligne. Un espace recherche qui permet un accès gratuit aux nouvelles créations des entreprises immatriculées au RC de Casablanca. L'espace «Fiche Entreprise» qui donne accès à l'information légale (n° de RC, dénomination, date d'immatriculation...), sur ces entreprises.

Et enfin, l'espace «Événements juridiques», qui donne accès à l'historique des modifications juridiques des entreprises dès leur enregistrement.

### **Une première expérience à Casablanca**

Ce portail électronique fournira, dans un premier temps, des informations sur toutes les entreprises inscrites au Registre du Commerce à Casablanca, pour s'étendre à tous les tribunaux de commerce, avant d'être généralisé en 2013 à l'ensemble des tribunaux de première instance. Il faut souligner que le Royaume a enregistré près d'un million d'immatriculations depuis 1927, dont 300.000 personnes morales et 750.000 personnes physiques.

**Par W. Mellouk**



# وزارة العدل تتأهب لإطلاق مشروع المحكمة الإلكترونية



مصطفى الرميدي

(أرشيف)

المركزي بهدف الرفع من مستوى تبادل المعلومات وتمكين العموم من معلومات محيية ومتقحة.

الرميدي، قال بأن خدمات هذه البوابة الإلكترونية ستقتصر على المعلومات المتعلقة بالمقاوالت المقيدة بالسجل التجاري بالدار البيضاء، على أن تشمل المحاكم التجارية خلال السنة التجارية قبل تعميم هذه الخدمات على المحاكم الابتدائية في سنة 2013، حيث اعتبر وزير العدل والحريات بأن إعطاء انطلاقة هذا المشروع من المحكمة التجارية بالعاصمة الاقتصادية، يعزى إلى حجم المعاملات المتعلقة بالسجل التجاري والمسجلة على صعيد هذه المحكمة، باعتبار أنها تضم أزيد من 60٪ من حجم النشاط التجاري المتعلق بالسجل التجاري على الصعيد الوطني، في الوقت الذي يصل بها عدد المقاوالت المسجلة به إلى غاية متم دجنبر 2011 ما مجموعه 316 ألفا و525 مقالة.

◀ ع.و

فيما بعد». المحكمة النموذجية التي تحدث عنها الرميدي هي المحكمة الممكنة التي تختصر الجهد والوقت، والتي تعتمد على التعاملات الإلكترونية كأداة أساسية في التواصل مع مصالح الشرطة القضائية والشركاء المرتبطين بالمحكمة، إلى جانب المتقاضين وغيرهم.

وزير العدل لم يأت إلى هذا اللقاء فقط لرف هذه البشري إلى أطر وموظفي الجهاز القضائي، لقد حضر أساسا للتوقيع على اتفاقية شراكة بين وزارة العدل ووزارة الصناعة والتجارة والتكنولوجيات الحديثة والمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية بهدف إحداث بوابة إلكترونية خاصة بالسجل العدلي، وهي الاتفاقية التي تتوخى بت المعطيات التي يتضمنها السجل التجاري عبر شبكة الأنترنت، وكذا تدعيم الشراكة بين مختلف السجلات المحلية والسجل التجاري

«بشري للعاملين بقطاع العدل!! الوزارة بصدد إنجاز تصور شامل للمحكمة النموذجية التي ستكون كل تعاملاتها إلكترونية». لم يتردد مصطفى الرميدي وزير العدل والحريات في زف هذا الخبر إلى أطر وموظفي قطاع العدل لحظات قبل إنهاء الكلمة التي ألقاها مساء الخميس الماضي بمناسبة التوقيع على اتفاقية تحديث السجل التجاري.

سرور الرميدي وهو يطع شغيلة قطاع العدل على هذا المستجد التكنولوجي خلال اللقاء الذي احتضنته رحاب المحكمة التجارية بمدينة الدار البيضاء، عكسته الابتسامة المعبرة التي ارتسمت حينها على محيا قيادي «البيجيدي» وهو يقول بنبرة صوت متفائلة: «ستكون الانطلاقة إن شاء الله من محاكم سطات والقنيطرة والدار البيضاء، على أن يعمم هذا المشروع بعد الوقوف على نتائج هذه التجربة وتقييم مردوديتها، على باقي محاكم المملكة



هذا بالإضافة إلى وضع البرنامج التنفيذي للإعلام والخدمات القضائية بهدف تقديم هذه الخدمات على الخط للعموم، والخدمات على الخط للمهن القضائية وخدمات الإنترنت للعاملين بالإدارة القضائية، وهو يشمل تحديث السجل التجاري وتعميم الإدارة الإلكترونية لإجراءاته على كل المحاكم الابتدائية، حيث تصبح 70 محكمة ابتدائية تعالج السجل التجاري معلوماتيا. والعمل على حوسبة السجل العدلي المحلي والوطني وحوسبة إدارة الحفظ والأرشفة والرصيد الوثائقي للمحاكم، وحوسبة المحاضر التي تعدها الضابطة القضائية، وتمكين تبادلها إلكترونيا مما سيتيح إمكانية تسريع الإجراءات في الميدان الجنائي وتوفير قاعدة بيانات حول ظاهرة الإجرام. كما تضمن محور التحديث والمكثنة تنفيذ مشروع برنامج خلق المقاولات على الخط، وبرنامج التواصل الآلي مع المندوبية السامية للسجون مما يمكن من تسريع البت في ملفات العفو، والإقدام على عقد بروتوكولات تعاون وشراكة في ميدان تكنولوجيا الإدارة القضائية مع مختلف المهن القضائية، وتنفيذ مشروع المكتب الافتراضي للمحامي وتتبع الملفات عبر الخط مما يمكن المحامين من إيداع المذكرات والمقالات عبر الخط وكذا تتبع الإجراءات القضائية بجميع المحاكم انطلاقا من مكاتبهم



## المحاكم التجارية تدخل عالم الخدمات الرقمية

الخبر: وقع مصطفى الرميد، وزير العدل والحريات، و عبد القادر اعمارة وزير الصناعة والتجارة والتكنولوجيا الحديثة، وعادل الماليكي المدير العام للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية، صباح الخميس بالبيضاء اتفاقية تعاون وشراكة لتحديث السجل التجاري

وتندرج هذه الإتفاقية في إطار برنامج المغرب الرقمي 2013 والمدمجة في برنامج الحكومة الإلكترونية الذي تم انجازه من قبل الأطراف الموقعة على الإتفاقية، وتخول البوابة الإلكترونية التي تم انشاؤها في هذا الصدد للمقاولات والتجار الولوج بشكل سهل إلى معلومات محينة وأنية حول المقاولات، بفضل نظام جديد لتبادل البيانات بين السجل التجاري المركزي التابع للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية والسجل التجاري المحلي للدار البيضاء التي ستستفيد هي الأولى من هذه التجربة قبل تعميمها على باقي المحاكم التجارية بالمدن الأخرى.

وتمكن هذه الخدمة المقاولات والتجار من التعامل مع السجل التجاري بشكل أكثر سهولة ودونما حاجة إلى التنقل نحو المحاكم التجارية والمقر المركزي للسجل التجاري، مما سوف يعفي نحو 100 ألف متردد على المحكمة التجارية كل يوم في الدار البيضاء وحدها، وفق مصادر.

ويبدأ العمل بهذه الخدمة في المحكمة الابتدائية بالقنيطرة، المحكمة الابتدائية الزجرية والمدنية بالدار البيضاء ومحكمة الإستئناف بسطات، قبل ان يتم تعميمها على باقي المحاكم بعد تقييمها بحسب وزير العدل والحريات مصطفى الرميد.



## وقع مصطفى الرميد، وزير العدل والحريات، اتفاقية تعاون وشراكة مع عبد القادر اعمارة، وزير الصناعة والتجارة والتكنولوجيات الحديثة، مساء يوم الخميس المنصرم، لتحديث السجل التجاري، من خلال إحداث بوابة إلكترونية خاصة به، في مقر المحكمة التجارية بالدار البيضاء.

وتتوخى هذه الاتفاقية بث المعطيات، التي يتضمنها السجل التجاري عبر شبكة الإنترنت، وتدعيم الشراكة بين مختلف السجلات المحلية والسجل التجاري المركزي، بهدف الرفع من مستوى تبادل المعلومات وتمكين العموم من معلومات محينة ومنقحة.

وقال الرميد، في كلمته بالمناسبة، إن إبرام الاتفاقية يروم الرفع من قدرات المصالح المكلفة بالسجل التجاري، وتحسين خدماتها، بما يلي حاجيات ميدان الأعمال والتجارة، مشيراً إلى أن المبادرة ستمكن من تبسيط الإجراءات وتحديث الإطار القانوني للسجل التجاري، وتسهيل الوصول إلى المعلومة ذات الصلة بالمقاولات والشركات، علاوة على استغلال التكنولوجيات الحديثة في معالجة إجراءات السجل التجاري، وتقديم خدماته على الإنترنت.

وأكد الرميد أن الوزارة منكبة على تنفيذ برنامج لمركزة بيانات السجل التجاري الموجودة بمختلف محاكم المملكة، فضلا عن تحقيق مشروع مقاولات على الإنترنت ووضع برنامج مندمج للتعريف الموحد للمقاولات.

من جهته، اعتبر عبد القادر اعمارة، وزير الصناعة والتجارة والتكنولوجيا الحديثة، أن "الاتفاقية تترجم الإنجازات، التي حققها المغرب في إطار تصور شمولي، بدأ منذ سنوات يروم تحديث العمليات، وتبسيط المساطر، وإدخال التكنولوجيات الحديثة في هذا المجال، لجلب مزيد من الاستثمارات، سواء منها الوطنية أو الأجنبية.

وشدد على أن "تحديث المساطر التجارية، وتبسيط القوانين والاستخدام الموسع للتكنولوجيات الحديثة للاتصال يكتسب أهميته من أن المغرب أصبح محطة للاستثمار والتصدير بفضل مجموعة الاتفاقيات التجارية، التي وقعها مع بلدان عربية وأجنبية، خاصة اتفاقيات التبادل الحر، ما يفرض اتخاذ المزيد من التدابير التحفيزية، لتحسين مناخ الأعمال واستقطاب الاستثمارات، وفي مقدمتها تحديث الإدارة، بمختلف أقسامها".

وجاء اختيار محكمة الدار البيضاء للتوقيع على هذه الاتفاقية، لأنها تضم أكثر من 60 في المائة من حجم النشاط المتعلق بالسجل التجاري على الصعيد الوطني، إذ بلغ عدد المقاولات المسجلة بالسجل التجاري بالمدينة، من سنة 1927 إلى 31 دجنبر 2011، ما مجموعه 192 ألفا و519 تاجرا، و124 ألفا و6 شركات، أي أن عدد المقاولات المسجلة بالسجل التجاري بالدار البيضاء يبلغ 316 ألفا و525 مقاولا.

كما سلمت مصالح السجل التجاري بهذه المحكمة، خلال سنة 2011، ما مجموعه 102085 شهادة، واستقبلت آلاف الزوار من مرتادي مصالح السجل التجاري.

وستقتصر خدمات البوابة الإلكترونية على المعلومات المتعلقة بالمقاولات المقيدة بالسجل التجاري بالدار البيضاء، على أن تشمل المحاكم التجارية خلال السنة الجارية، وستعرف سنة 2013 تعميم هذه الخدمات لتشمل كل المحاكم الابتدائية.

وللرفع من جودة خدمات السجل التجاري في المحاكم، تجري دراسة إحداث مصلحة ذات تسيير مستقل للسجل التجاري

SAGMA

بموازاة مع ذلك، تنفذ وزارة العدل، في إطار مشروعها الهادف إلى المكننة الشاملة للإجراءات والمساطر القضائية، برنامجا لمركزة بيانات السجل التجاري الموجودة بجميع محاكم المملكة، كما تعمل، في إطار مخطط المغرب الرقمي 2013، على تحقيق مشروع إنشاء المقاولات على الخط، فضلا عن البرنامج المندمج المتعلق بالتعريف الموحد للمقاولات.

وتدخل هذه الجهود في إطار مساهمة وزارة العدل والحريات في تحسين مناخ الأعمال وتشجيع الاستثمار، إذ برمجت مشاريع تهدف إلى تطوير نظام صعوبات المقاول، ومراجعة المقضيات المتعلقة بدور النيابة العامة لدى المحاكم التجارية، فضلا عن مراجعة قانون المسطرة المدنية إلى غير ذلك من المشاريع ذات الصلة بميدان الأعمال.

ويعتبر السجل التجاري أداة قانونية للإشهار وإعلام الأغيار، تسمح بمعرفة كل ما يتعلق بالتاجر أو أصله التجاري. أما من الناحية الاقتصادية، فيعتبر السجل التجاري أداة إحصائية مهمة، تمكن من التعرف على حجم ونوعية الأنشطة التجارية، وتوزعها الجغرافي.



ثم صباح أمس بالمحكمة التجارية للدار البيضاء التوقيع على اتفاقية تعاون وشراكة تهتم تحديث السجل التجاري من طرف

- السيد مصطفى الرميد وزير العدل والحريات
- السيد عبد القادر اعمارة وزير الصناعة والتجارة والتكنولوجيات الحديثة
- السيد عادل الماليكي المدير العام للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية

ويركز هذا المشروع على البوابة الإلكترونية للسجل التجاري التي تدرج في إطار برنامج المغرب الرقمي 2013 والمدمجة في برنامج الحكومة الإلكترونية الذي تم إنجازه من طرف وزارة العدل والحريات ووزارة الصناعة والتجارة والتكنولوجيات الحديثة والمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية

حيث تمكن هذه القاعدة المستعملين من الولوج إلى معلومات محينة وأنية حول المقاولات بفضل نظام جديد لتبادل البيانات بين السجل التجاري المركزي الممسوك من طرف المكتب للملكية الصناعية والتجارية والسجل التجاري المحلي. المغربي للدار البيضاء.



# OMPIC : Le Registre du Commerce lance son portail

La plateforme “eRC” entre en vigueur. Elle concerne exclusivement le Registre du Commerce. Le coup d’envoi vent d’être donné au Tribunal de Commerce de Casablanca qui enregistre 60 % du volume des transactions commerciales concernant le Registre du Commerce dans le pays, soit un total de 316.525 registres en décembre 2011. Une convention portant sur la modernisation de ce document administratif à la faveur de la mise en place d’un portail électronique a été signée entre le ministère de la Justice et des Libertés, le ministère de l’Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies et l’Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC).

Pour les signataires, cette convention, qui s’inscrit dans le cadre du programme “Maroc Numéric2013”, vise à améliorer le processus de communication et d’échange de données, à rendre l’information sur les entreprises plus fiable, accessible et actualisée en temps réel et à permettre aux utilisateurs d’accéder plus facilement à toutes les informations relatives à l’arsenal juridique régissant l’entreprise.

Accessible sur [www.erc.ma](http://www.erc.ma), cette nouvelle plateforme fournit des données à travers trois versions en ligne, à savoir “Espace Recherche” qui permet un accès gratuit aux nouvelles créations des entreprises immatriculées au RC de Casablanca. L’espace “Fiche Entreprise” qui donne accès à l’information légale (n°de RC, dénomination, date d’immatriculation...), sur ces entreprises. Quant à l’espace “Evénements Juridiques”, il donne accès à l’historique des modifications juridiques des entreprises dès leur enregistrement.

Pour Mustapha Ramid, cette convention, qui représente un outil devant faciliter la tâche des services compétents, contribuera à simplifier les procédures et à moderniser le cadre légal du Registre du Commerce. Et de souligner que son département planche actuellement sur la centralisation de toutes les données relatives au Registre du Commerce dans l’ensemble des tribunaux du Royaume, la mise en place d’un projet de création en ligne des entreprises, ainsi que sur le lancement d’un programme intégré portant sur l’unification de la définition de l’entreprise.

Pour le ministre de l’Industrie, du commerce et des nouvelles technologies, Abdelkader Amara, cette convention s’inscrit dans le cadre d’une stratégie globale visant à moderniser et à simplifier les procédures en matière de transactions commerciales et à promouvoir l’utilisation des nouvelles technologies dans ce domaine. Cette stratégie ambitieuse de booster le volume des investissements, a-t-il dit, mettant l’accent sur l’impératif de persévérer sur cette voie en vue d’améliorer le climat des affaires et de moderniser l’administration, d’autant que le Maroc, qui est lié avec ses partenaires par de nombreux accords de libre-échange, représente désormais une plaque tournante importante en matière d’exportations et une destination prisée par les investisseurs. Ce portail électronique fournira, dans un premier temps, des informations sur toutes les entreprises inscrites au Registre du Commerce à Casablanca, pour s’étendre à tous les Tribunaux de Commerce, avant d’être généralisé en 2013 à l’ensemble des Tribunaux de Première Instance.

A rappeler que le Royaume a enregistré près d’un million d’immatriculation depuis 1927, dont 300 000 personnes morales et 750 000 personnes physiques...

**Hassan Zaatit**



وقع اليوم ( الخميس 15 مارس ) كل من مصطفى الرميد، وزير العدل والحريات عبد القادر اعمارة، وزير الصناعة والتجارة والتكنولوجيات الحديثة وعادل المايكي، المدير العام للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية " اتفاقية تعاون وشراكة حول تحديث السجل التجاري " حفل التوقيع احتضنته المحكمة التجارية للدار البيضاء، وحضرته عدة شخصيات من عالم المال والأعمال والسياسة، إضافة إلى قضاة محامين وموظفين بقطاعي العدل والصناعة والتجارة.

الاتفاقية تندرج في إطار برنامج المغرب الرقمي 2013 المدمجة في برنامج الحكومة الرقمية. وبفضل بوابة إلكترونية تم إنشاؤها سيتمكن كل من المقاولات والتجار من التعامل مع السجل التجاري بشكل أكثر سلاسة ودون الحاجة إلى تنقل نحو المحاكم التجارية والمقر المركزي للسجل التجاري وبذلك سوف يتم إعفاء 100 ألف متردد على المحكمة التجارية كل يوم في الدار البيضاء وحدها. تضمن للمستعملين الولوج لمعلومات محينة وأتية، وتسهل عملية البحث عن (www.erc.ma البوابة ) المقاولات المقيمة بالسجل التجاري للدار البيضاء التي ستستفيد هي الأولى من هذه التجربة قبل أن تعمم على باقي مدن المملكة.

وفي كلمة ألقها الرميد وزير العدل والحريات بمناسبة توقيع الاتفاقية، نوه فيها بالعمل المشترك الذي تقوم به وزارته ووزارة الصناعة والتجارة والتكنولوجيات الحديثة، العمل الذي مكن من تطوير وسائط العمل الإلكتروني لتسهيل عمل جل المتدخلين في المجال القضائي وكذا المواطنين، وشكر الفعاليات التجارية التي حضرت لدعم المشروع، وقال أن تحديث المنظومة التجارية والقضائية سيمر عبر مراجعة نور النيابة العامة في المحاكم التجارية ومراجعة قانون المسطرة المدنية.

أما بالنسبة لزميله في الحكومة عبد القادر اعمارة، شدد في كلمته على أن الخدمات الإلكترونية ورغم تبسيطها ستحافظ على مستوى جودتها والضمانات المصاحبة لها، وأضاف أن كل هذه الإجراءات ستشجع الاستثمار وتجلب مستثمرين وطنيين وأجانب، وذلك بالتركيز على اقتصاد الوقت لأنه مرتبط بالإنتاجية كما قال الوزير. وبالنسبة لعادل المايكي المدير العام للمكتب المغربي للملكية الصناعية والتجارية، فقد تكلف بتقديم شروحات حول المشروع، وتقديم طريقة التعامل مع البوابة الإلكترونية للسجل التجاري.

وفي تصريح مقتضب لـ "كود" قال رجل الأعمال ميلود الشعبي أن المشروع مهم للمقاولات وتطوير عملها وأضاف بأن العمل بالبوابة الإلكترونية سيسهل التعاملات بين المقاولات والمحاكم التجارية. وفي الأخير بشر وزير العدل والحريات الحاضرين بقوله " أبشركم خيرا التصور المتكامل للمحكمة النموذجية التي تعتمد على إجراءات ممكنة والتكنولوجيا الحديثة ستصبح الأداة الأساسية في التعامل بين أقسام المحكمة ومصالحها وكذا التعامل مع الشركاء كالمقاولات والمحامين والضابطة القضائية "

وسيبدأ العمل بهذا النظام في محاكم التالية : المحكمة الابتدائية بالقنيطرة، المحكمة الابتدائية الزجرية وكذا المدنية بالدار البيضاء ومحكمة الاستئناف بسطات. وأوضح الوزير أنه بعد تقييم العمل بهذه المحاكم سوف تعمم التجربة على كافة محاكم المملكة.

## بشرى لأصحاب المقاولات التعاملات مع المحاكم التجارية تصبح رقمية

